

Decreto do Presidente da República n.º 28/2008

de 26 de Março

O Presidente da República decreta, nos termos do artigo 135.º, alínea b), da Constituição, o seguinte:

É ratificada a Convenção para a Salvaguarda do Património Cultural Imaterial, adoptada na 32.ª Sessão da Conferência Geral da UNESCO, em Paris, a 17 de Outubro de 2003, aprovada, para ratificação, pela Resolução da Assembleia da República n.º 12/2008, em 24 de Janeiro de 2008.

Assinado em 12 de Março de 2008.

Publique-se.

O Presidente da República, ANÍBAL CAVACO SILVA.

Referendado em 17 de Março de 2008.

O Primeiro-Ministro, *José Sócrates Carvalho Pinto de Sousa*.

ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA**Resolução da Assembleia da República n.º 12/2008**

Aprova a Convenção para a Salvaguarda do Património Cultural Imaterial, adoptada na 32.ª Sessão da Conferência Geral da Unesco, em Paris, a 17 de Outubro de 2003

A Assembleia da República resolve, nos termos da alínea i) do artigo 161.º e do n.º 5 do artigo 166.º da Constituição, aprovar, para ratificação, a Convenção para a Salvaguarda do Património Cultural Imaterial, adoptada em Paris, em 17 de Outubro de 2003, cujo texto, nas versões autenticadas nas línguas francesa e inglesa, bem como a respectiva tradução para língua portuguesa, se publicam em anexo.

Aprovada em 24 de Janeiro de 2008.

O Presidente da Assembleia da República, *Jaime Gama*.

Convention pour la Sauvegarde du Patrimoine Culturel Immatériel

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ci-après dénommée «l'UNESCO», réunie à Paris du vingt-neuf septembre au dix-sept octobre 2003 en sa 32e session:

Se référant aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, en particulier à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966;

Considérant l'importance du patrimoine culturel immatériel, creuset de la diversité culturelle et garant du développement durable, telle que soulignée par la Recommandation de l'UNESCO sur la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire de 1989, par la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle de 2001 et par la Déclaration d'Istanbul de 2002 adoptée par la troisième Table ronde des ministres de la culture;

Considérant la profonde interdépendance entre le patrimoine culturel immatériel et le patrimoine matériel culturel et naturel;

Reconnaissant que les processus de mondialisation et de transformation sociale, à côté des conditions qu'ils créent pour un dialogue renouvelé entre les communautés, font, tout comme les phénomènes d'intolérance, également peser de graves menaces de dégradation, de disparition et de destruction sur le patrimoine culturel immatériel, en particulier du fait du manque de moyens de sauvegarde de celui-ci;

Consciente de la volonté universelle et de la préoccupation partagée de sauvegarder le patrimoine culturel immatériel de l'humanité;

Reconnaissant que les communautés, en particulier les communautés autochtones, les groupes et, le cas échéant, les individus, jouent un rôle important dans la production, la sauvegarde, l'entretien et la recréation du patrimoine culturel immatériel, contribuant ainsi à l'enrichissement de la diversité culturelle et de la créativité humaine;

Notant la grande portée de l'activité menée par l'UNESCO afin d'établir des instruments normatifs pour la protection du patrimoine culturel, en particulier la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972;

Notant en outre qu'il n'existe à ce jour aucun instrument multilatéral à caractère contraignant visant à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel;

Considérant que les accords, recommandations et résolutions internationaux existants concernant le patrimoine culturel et naturel devraient être enrichis et complétés efficacement au moyen de nouvelles dispositions relatives au patrimoine culturel immatériel;

Considérant la nécessité de faire davantage prendre conscience, en particulier parmi les jeunes générations, de l'importance du patrimoine culturel immatériel et de sa sauvegarde;

Considérant que la communauté internationale devrait contribuer avec les Etats parties à la présente Convention à la sauvegarde de ce patrimoine dans un esprit de coopération et d'entraide;

Rappelant les programmes de l'UNESCO relatifs au patrimoine culturel immatériel, notamment la Proclamation des chefs-d'oeuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité;

Considérant le rôle inestimable du patrimoine culturel immatériel comme facteur de rapprochement, d'échange et de compréhension entre les êtres humains:

adopte, le dix-sept octobre 2003, la présente Convention.

I — Dispositions générales**Article premier****Buts de la Convention**

Les buts de la présente Convention sont:

- a) La sauvegarde du patrimoine culturel immatériel;
- b) Le respect du patrimoine culturel immatériel des communautés, des groupes et des individus concernés;
- c) La sensibilisation aux niveaux local, national et international à l'importance du patrimoine culturel immatériel et de son appréciation mutuelle;
- d) La coopération et l'assistance internationales.

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente Convention:

1) On entend par «patrimoine culturel immatériel» les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire — ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés — que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. Aux fins de la présente Convention, seul sera pris en considération le patrimoine culturel immatériel conforme aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'à l'exigence du respect mutuel entre communautés, groupes et individus, et d'un développement durable;

2) Le «patrimoine culturel immatériel», tel qu'il est défini au paragraphe 1 ci-dessus, se manifeste notamment dans les domaines suivants:

- a) Les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel;
- b) Les arts du spectacle;
- c) Les pratiques sociales, rituels et événements festifs;
- d) Les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers;
- e) Les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel;

3) On entend par «sauvegarde» les mesures visant à assurer la viabilité du patrimoine culturel immatériel, y compris l'identification, la documentation, la recherche, la préservation, la protection, la promotion, la mise en valeur, la transmission, essentiellement par l'éducation formelle et non formelle, ainsi que la revitalisation des différents aspects de ce patrimoine;

4) On entend par «Etats parties» les Etats qui sont liés par la présente Convention et entre lesquels celle-ci est en vigueur;

5) La présente Convention s'applique mutatis mutandis aux territoires visés à l'article 33 qui en deviennent parties, conformément aux conditions précisées dans cet article. Dans cette mesure, l'expression «Etats parties» s'entend également de ces territoires.

Article 3

Relation avec d'autres instruments internationaux

Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme:

- a) Altérant le statut ou diminuant le niveau de protection des biens déclarés du patrimoine mondial dans le cadre de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972, auxquels un élément du patrimoine culturel immatériel est directement associé; ou
- b) Affectant les droits et obligations des Etats parties découlant de tout instrument international relatif aux droits de la propriété intellectuelle ou à l'usage des ressources biologiques et écologiques auquel ils sont parties.

II — Organes de la Convention

Article 4

Assemblée générale des Etats parties

1 — Il est établi une Assemblée générale des Etats parties, ci-après dénommée «l'Assemblée générale». L'Assemblée générale est l'organe souverain de la présente Convention.

2 — L'Assemblée générale se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Elle peut se réunir en session extraordinaire si elle en décide ainsi ou si demande lui en est adressée par le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ou par au moins un tiers des Etats parties.

3 — L'Assemblée générale adopte son règlement intérieur.

Article 5

Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

1 — Il est institué auprès de l'UNESCO un Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, ci-après dénommé «le Comité». Il est composé de représentants de 18 Etats parties, élus par les Etats parties réunis en Assemblée générale dès que la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 34.

2 — Le nombre des Etats membres du Comité sera porté à 24 dès lors que le nombre d'Etats parties à la Convention atteindra 50.

Article 6

Election et mandat des Etats membres du Comité

1 — L'élection des Etats membres du Comité doit répondre aux principes de répartition géographique et de rotation équitables.

2 — Les Etats membres du Comité sont élus pour un mandat de quatre ans par les Etats parties à la Convention réunis en Assemblée générale.

3 — Toutefois, le mandat de la moitié des Etats membres du Comité élus lors de la première élection est limité à deux ans. Ces Etats sont désignés par un tirage au sort lors de cette première élection.

4 — Tous les deux ans, l'Assemblée générale procède au renouvellement de la moitié des Etats membres du Comité.

5 — Elle élit également autant d'Etats membres du Comité que nécessaire pour pourvoir les postes vacants.

6 — Un Etat membre du Comité ne peut être élu pour deux mandats consécutifs.

7 — Les Etats membres du Comité choisissent pour les représenter des personnes qualifiées dans les divers domaines du patrimoine culturel immatériel.

Article 7

Fonctions du Comité

Sans préjudice des autres attributions qui lui sont conférées par la présente Convention, les fonctions du Comité sont les suivantes:

- a) Promouvoir les objectifs de la Convention, encourager et assurer le suivi de sa mise en oeuvre;

b) Donner des conseils sur les meilleures pratiques et formuler des recommandations sur les mesures en faveur de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel;

c) Préparer et soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale un projet d'utilisation des ressources du Fonds, conformément à l'article 25;

d) S'efforcer de trouver les moyens d'augmenter ses ressources et prendre les mesures requises à cette fin, conformément à l'article 25;

e) Préparer et soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale des directives opérationnelles pour la mise en oeuvre de la Convention;

f) Examiner, conformément à l'article 29, les rapports des Etats parties, et en faire un résumé à l'intention de l'Assemblée générale;

g) Examiner les demandes présentées par les Etats parties et décider, en conformité avec les critères objectifs de sélection établis par lui et approuvés par l'Assemblée générale:

i) Des inscriptions sur les listes et des propositions mentionnées aux articles 16, 17 et 18;

ii) De l'octroi de l'assistance internationale conformément à l'article 22.

Article 8

Méthodes de travail du Comité

1 — Le Comité est responsable devant l'Assemblée générale. Il lui rend compte de toutes ses activités et décisions.

2 — Le Comité adopte son règlement intérieur à la majorité des deux tiers de ses membres.

3 — Le Comité peut créer temporairement les organes consultatifs ad hoc qu'il estime nécessaires à l'exécution de sa tâche.

4 — Le Comité peut inviter à ses réunions tout organisme public ou privé, ainsi que toute personne physique, possédant des compétences avérées dans les différents domaines du patrimoine culturel immatériel, pour les consulter sur toute question particulière.

Article 9

Accréditation des organisations consultatives

1 — Le Comité propose à l'Assemblée générale l'accréditation d'organisations non gouvernementales possédant des compétences avérées dans le domaine du patrimoine culturel immatériel. Ces organisations auront des fonctions consultatives auprès du Comité.

2 — Le Comité propose également à l'Assemblée générale les critères et modalités de cette accréditation.

Article 10

Le Secrétariat

1 — Le Comité est assisté par le Secrétariat de l'UNESCO.

2 — Le Secrétariat prépare la documentation de l'Assemblée générale et du Comité, ainsi que le projet d'ordre du jour de leurs réunions et assure l'exécution de leurs décisions.

III — Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à l'échelle nationale

Article 11

Rôle des Etats parties

Il appartient à chaque Etat partie:

a) De prendre les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire;

b) Parmi les mesures de sauvegarde visées à l'article 2, paragraphe 3, d'identifier et de définir les différents éléments du patrimoine culturel immatériel présents sur son territoire, avec la participation des communautés, des groupes et des organisations non gouvernementales pertinentes.

Article 12

Inventaires

1 — Pour assurer l'identification en vue de la sauvegarde, chaque Etat partie dresse, de façon adaptée à sa situation, un ou plusieurs inventaires du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire. Ces inventaires font l'objet d'une mise à jour régulière.

2 — Chaque Etat partie, lorsqu'il présente périodiquement son rapport au Comité, conformément à l'article 29, fournit des informations pertinentes concernant ces inventaires.

Article 13

Autres mesures de sauvegarde

En vue d'assurer la sauvegarde, le développement et la mise en valeur du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire, chaque Etat partie s'efforce:

a) D'adopter une politique générale visant à mettre en valeur la fonction du patrimoine culturel immatériel dans la société et à intégrer la sauvegarde de ce patrimoine dans des programmes de planification;

b) De désigner ou d'établir un ou plusieurs organismes compétents pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire;

c) D'encourager des études scientifiques, techniques et artistiques ainsi que des méthodologies de recherche pour une sauvegarde efficace du patrimoine culturel immatériel, en particulier du patrimoine culturel immatériel en danger;

d) D'adopter les mesures juridiques, techniques, administratives et financières appropriées visant à:

i) Favoriser la création ou le renforcement d'institutions de formation à la gestion du patrimoine culturel immatériel ainsi que la transmission de ce patrimoine à travers les forums et espaces destinés à sa représentation et à son expression;

ii) Garantir l'accès au patrimoine culturel immatériel tout en respectant les pratiques coutumières qui régissent l'accès à des aspects spécifiques de ce patrimoine;

iii) Etablir des institutions de documentation sur le patrimoine culturel immatériel et à en faciliter l'accès.

Article 14

Education, sensibilisation et renforcement des capacités

Chaque Etat partie s'efforce, par tous moyens appropriés:

a) D'assurer la reconnaissance, le respect et la mise en valeur du patrimoine culturel immatériel dans la société, en particulier grâce à:

i) Des programmes éducatifs, de sensibilisation et de diffusion d'informations à l'intention du public, notamment des jeunes;

ii) Des programmes éducatifs et de formation spécifiques au sein des communautés et des groupes concernés;

iii) Des activités de renforcement des capacités en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et en particulier de gestion et de recherche scientifique; et

iv) Des moyens non formels de transmission des savoirs;

b) De maintenir le public informé des menaces qui pèsent sur ce patrimoine ainsi que des activités menées en application de la présente Convention;

c) De promouvoir l'éducation à la protection des espaces naturels et des lieux de mémoire dont l'existence est nécessaire à l'expression du patrimoine culturel immatériel.

Article 15

Participation des communautés, groupes et individus

Dans le cadre de ses activités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, chaque Etat partie s'efforce d'assurer la plus large participation possible des communautés, des groupes et, le cas échéant, des individus qui créent, entretiennent et transmettent ce patrimoine, et de les impliquer activement dans sa gestion.

IV — Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à l'échelle internationale

Article 16

Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité

1 — Pour assurer une meilleure visibilité du patrimoine culturel immatériel, faire prendre davantage conscience de son importance et favoriser le dialogue dans le respect de la diversité culturelle, le Comité, sur proposition des Etats parties concernés, établit, tient à jour et publie une liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

2 — Le Comité élabore et soumet à l'approbation de l'Assemblée générale les critères présidant à l'établissement, à la mise à jour et à la publication de cette liste représentative.

Article 17

Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente

1 — En vue de prendre les mesures de sauvegarde appropriées, le Comité établit, tient à jour et publie une liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente, et inscrit ce patrimoine sur la Liste à la demande de l'Etat partie concerné.

2 — Le Comité élabore et soumet à l'approbation de l'Assemblée générale les critères présidant à l'établissement, à la mise à jour et à la publication de cette liste.

3 — Dans des cas d'extrême urgence — dont les critères objectifs sont approuvés par l'Assemblée générale sur proposition du Comité — celui-ci peut inscrire un élément du patrimoine concerné sur la Liste mentionnée au paragraphe 1 en consultation avec l'Etat partie concerné.

Article 18

Programmes, projets et activités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

1 — Sur la base des propositions présentées par les Etats parties, et conformément aux critères qu'il définit et qui sont approuvés par l'Assemblée générale, le Comité sélectionne périodiquement et fait la promotion des programmes, projets et activités de caractère national, sous-régional ou régional de sauvegarde du patrimoine qu'il estime refléter le mieux les principes et objectifs de la présente Convention, en tenant compte des besoins particuliers des pays en développement.

2 — A cette fin, il reçoit, examine et approuve les demandes d'assistance internationale formulées par les Etats parties pour l'élaboration de ces propositions.

3 — Le Comité accompagne la mise en oeuvre desdits programmes, projets et activités par la diffusion des meilleures pratiques selon les modalités qu'il aura déterminées.

V — Coopération et assistance internationales

Article 19

Coopération

1 — Aux fins de la présente Convention, la coopération internationale comprend en particulier l'échange d'informations et d'expériences, des initiatives communes ainsi que la mise en place d'un mécanisme d'assistance aux Etats parties dans leurs efforts pour sauvegarder le patrimoine culturel immatériel.

2 — Sans préjudice des dispositions de leur législation nationale et de leurs droit et pratiques coutumiers, les Etats parties reconnaissent que la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel est dans l'intérêt général de l'humanité et s'engagent, à cette fin, à coopérer aux niveaux bilatéral, sous-régional, régional et international.

Article 20

Objectifs de l'assistance internationale

L'assistance internationale peut être accordée pour les objectifs suivants:

a) La sauvegarde du patrimoine inscrit sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente;

b) La préparation d'inventaires au sens des articles 11 et 12;

c) L'appui à des programmes, projets et activités conduits aux niveaux national, sous-régional et régional, visant à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel;

d) Tout autre objectif que le Comité jugerait nécessaire.

Article 21

Formes de l'assistance internationale

L'assistance accordée par le Comité à un Etat partie est réglementée par les directives opérationnelles prévues à

l'article 7 et par l'accord visé à l'article 24, et peut prendre les formes suivantes:

- a) Des études concernant les différents aspects de la sauvegarde;
- b) La mise à disposition d'experts et de praticiens;
- c) La formation de tous personnels nécessaires;
- d) L'élaboration de mesures normatives ou autres;
- e) La création et l'exploitation d'infrastructures;
- f) La fourniture d'équipement et de savoir-faire;
- g) D'autres formes d'assistance financière et technique y compris, le cas échéant, l'octroi de prêts à faible intérêt et de dons.

Article 22

Conditions de l'assistance internationale

1 — Le Comité établit la procédure d'examen des demandes d'assistance internationale et précise les éléments de la demande tels que les mesures envisagées, les interventions nécessaires et l'évaluation de leur coût.

2 — En cas d'urgence, la demande d'assistance doit être examinée en priorité par le Comité.

3 — Afin de prendre une décision, le Comité procède aux études et consultations qu'il juge nécessaires.

Article 23

Demandes d'assistance internationale

1 — Chaque Etat partie peut présenter au Comité une demande d'assistance internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire.

2 — Une telle demande peut aussi être présentée conjointement par deux ou plusieurs Etats parties.

3 — La demande doit comporter les éléments d'information prévus à l'article 22, paragraphe 1, et les documents nécessaires.

Article 24

Rôle des Etats parties bénéficiaires

1 — En conformité avec les dispositions de la présente Convention, l'assistance internationale attribuée est régie par un accord entre l'Etat partie bénéficiaire et le Comité.

2 — En règle générale, l'Etat partie bénéficiaire doit participer, dans la mesure de ses moyens, au coût des mesures de sauvegarde pour lesquelles une assistance internationale est fournie.

3 — L'Etat partie bénéficiaire remet au Comité un rapport sur l'utilisation de l'assistance accordée en faveur de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

VI — Fonds du patrimoine culturel immatériel

Article 25

Nature et ressources du Fonds

1 — Il est créé un «Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel», ci-après dénommé «le Fonds».

2 — Le Fonds est constitué en fonds-en-dépôt conformément aux dispositions du Règlement financier de l'UNESCO.

3 — Les ressources du Fonds sont constituées par:

- a) Les contributions des Etats parties;
- b) Les fonds alloués à cette fin par la Conférence générale de l'UNESCO;

c) Les versements, dons ou legs que pourront faire:

- i) D'autres Etats;
- ii) Les organisations et programmes du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que d'autres organisations internationales;
- iii) Des organismes publics ou privés ou des personnes privées;
- d) Tout intérêt dû sur les ressources du Fonds;
- e) Le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds;
- f) Toutes autres ressources autorisées par le règlement du Fonds que le Comité élabore.

4 — L'utilisation des ressources par le Comité est décidée sur la base des orientations de l'Assemblée générale.

5 — Le Comité peut accepter des contributions et autres formes d'assistance fournies à des fins générales ou spécifiques se rapportant à des projets déterminés, pourvu que ces projets soient approuvés par le Comité.

6 — Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d'aucune condition politique, économique ou autre qui soit incompatible avec les objectifs recherchés par la présente Convention.

Article 26

Contributions des Etats parties au Fonds

1 — Sans préjudice de toute contribution volontaire supplémentaire, les Etats parties à la présente Convention s'engagent à verser au Fonds, au moins tous les deux ans, une contribution dont le montant, calculé selon un pourcentage uniforme applicable à tous les Etats, sera décidé par l'Assemblée générale. Cette décision de l'Assemblée générale sera prise à la majorité des Etats parties présents et votants qui n'ont pas fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article. En aucun cas, cette contribution ne pourra dépasser 1 % de la contribution de l'Etat partie au budget ordinaire de l'UNESCO.

2 — Toutefois, tout Etat visé à l'article 32 ou à l'article 33 de la présente Convention peut, au moment du dépôt de ses instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

3 — Un Etat partie à la présente Convention ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article s'efforcera de retirer ladite déclaration moyennant notification au Directeur général de l'UNESCO. Toutefois, le retrait de la déclaration n'aura d'effet sur la contribution due par cet Etat qu'à partir de la date d'ouverture de la session suivante de l'Assemblée générale.

4 — Afin que le Comité soit en mesure de prévoir ses opérations d'une manière efficace, les contributions des Etats parties à la présente Convention qui ont fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, doivent être versées sur une base régulière, au moins tous les deux ans, et devraient se rapprocher le plus possible des contributions qu'ils auraient dû verser s'ils avaient été liés par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

5 — Tout Etat partie à la présente Convention, en retard dans le paiement de sa contribution obligatoire ou volontaire au titre de l'année en cours et de l'année civile qui l'a immédiatement précédée, n'est pas éligible au Comité, cette disposition ne s'appliquant pas lors de la première

élection. Le mandat d'un tel Etat qui est déjà membre du Comité prendra fin au moment de toute élection prévue à l'article 6 de la présente Convention.

Article 27

Contributions volontaires supplémentaires au Fonds

Les Etats parties désireux de verser des contributions volontaires en sus de celles prévues à l'article 26 en informent le Comité aussitôt que possible afin de lui permettre de planifier ses activités en conséquence.

Article 28

Campagnes internationales de collecte de fonds

Les Etats parties prêtent, dans la mesure du possible, leur concours aux campagnes internationales de collecte organisées au profit du Fonds sous les auspices de l'UNESCO.

VII — Rapports

Article 29

Rapports des Etats parties

Les Etats parties présentent au Comité, dans les formes et selon la périodicité prescrites par ce dernier, des rapports sur les dispositions législatives, réglementaires ou autres prises pour la mise en œuvre de la présente Convention.

Article 30

Rapports du Comité

1 — Sur la base de ses activités et des rapports des Etats parties mentionnés à l'article 29, le Comité soumet un rapport à chaque session de l'Assemblée générale.

2 — Ce rapport est porté à la connaissance de la Conférence générale de l'UNESCO.

VIII — Clause transitoire

Article 31

Relation avec la Proclamation des chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité

1 — Le Comité intègre dans la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité les éléments proclamés «Chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité» avant l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2 — L'intégration de ces éléments dans la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité ne préjuge en rien des critères arrêtés conformément à l'article 16, paragraphe 2, pour les inscriptions à venir.

3 — Aucune autre Proclamation ne sera faite après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

IX — Dispositions finales

Article 32

Ratification, acceptation ou approbation

1 — La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des Etats membres de l'UNESCO, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2 — Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du Directeur général de l'UNESCO.

Article 33

Adhésion

1 — La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'UNESCO invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2 — La présente Convention est également ouverte à l'adhésion des territoires qui jouissent d'une complète autonomie interne, reconnue comme telle par l'Organisation des Nations Unies, mais qui n'ont pas accédé à la pleine indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et qui ont compétence pour les matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence reconnue pour conclure des traités sur ces matières.

3 — L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.

Article 34

Entrée en vigueur

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour tout autre Etat partie trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 35

Régimes constitutionnels fédératifs ou non unitaires

Les dispositions ci-après s'appliquent aux Etats parties ayant un régime constitutionnel fédératif ou non unitaire:

a) En ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des Etats parties qui ne sont pas des Etats fédératifs;

b) En ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence de chacun des Etats, pays, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas en vertu du régime constitutionnel de la fédération tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des Etats, pays, provinces ou cantons pour adoption.

Article 36

Dénonciation

1 — Chacun des Etats parties a la faculté de dénoncer la présente Convention.

2 — La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.

3 — La dénonciation prend effet douze mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifie en rien les obligations financières dont l'Etat partie dénon-

ciateur est tenu de s'acquitter jusqu'à la date à laquelle le retrait prend effet.

Article 37

Fonctions du dépositaire

Le Directeur général de l'UNESCO, en sa qualité de dépositaire de la présente Convention, informe les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 33, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion mentionnés aux articles 32 et 33, de même que des dénonciations prévues à l'article 36.

Article 38

Amendements

1 — Tout Etat partie peut, par voie de communication écrite adressée au Directeur général, proposer des amendements à la présente Convention. Le Directeur général transmet cette communication à tous les Etats parties. Si, dans les six mois qui suivent la date de transmission de la communication, la moitié au moins des Etats parties donne une réponse favorable à cette demande, le Directeur général présente cette proposition à la prochaine session de l'Assemblée générale pour discussion et éventuelle adoption.

2 — Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Etats parties présents et votants.

3 — Les amendements à la présente Convention, une fois adoptés, sont soumis aux Etats parties pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion.

4 — Pour les Etats parties qui les ont ratifiés, acceptés, approuvés ou y ont adhéré, les amendements à la présente Convention entrent en vigueur trois mois après le dépôt des instruments visés au paragraphe 3 du présent article par les deux tiers des Etats parties. Par la suite, pour chaque Etat partie qui ratifie, accepte, approuve un amendement ou y adhère, cet amendement entre en vigueur trois mois après la date de dépôt par l'Etat partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

5 — La procédure établie aux paragraphes 3 et 4 ne s'applique pas aux amendements apportés à l'article 5 relatif au nombre des Etats membres du Comité. Ces amendements entrent en vigueur au moment de leur adoption.

6 — Un Etat qui devient partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur d'amendements conformément au paragraphe 4 du présent article est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant:

- a) Partie à la présente Convention ainsi amendée; et
- b) Partie à la présente Convention non amendée à l'égard de tout Etat partie qui n'est pas lié par ces amendements.

Article 39

Textes faisant foi

La présente Convention est établie en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe, les six textes faisant également foi.

Article 40

Enregistrement

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'UNESCO.

CONVENTION FOR THE SAFEGUARDING OF THE INTANGIBLE CULTURAL HERITAGE

The General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization hereinafter referred to as UNESCO, meeting in Paris, from 29 September to 17 October 2003, at its 32nd session:

Referring to existing international human rights instruments, in particular to the Universal Declaration on Human Rights of 1948, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights of 1966, and the International Covenant on Civil and Political Rights of 1966;

Considering the importance of the intangible cultural heritage as a mainspring of cultural diversity and a guarantee of sustainable development, as underscored in the UNESCO Recommendation on the Safeguarding of Traditional Culture and Folklore of 1989, in the UNESCO Universal Declaration on Cultural Diversity of 2001, and in the Istanbul Declaration of 2002 adopted by the Third Round Table of Ministers of Culture;

Considering the deep-seated interdependence between the intangible cultural heritage and the tangible cultural and natural heritage;

Recognizing that the processes of globalization and social transformation, alongside the conditions they create for renewed dialogue among communities, also give rise, as does the phenomenon of intolerance, to grave threats of deterioration, disappearance and destruction of the intangible cultural heritage, in particular owing to a lack of resources for safeguarding such heritage;

Being aware of the universal will and the common concern to safeguard the intangible cultural heritage of humanity;

Recognizing that communities, in particular indigenous communities, groups and, in some cases, individuals, play an important role in the production, safeguarding, maintenance and re-creation of the intangible cultural heritage, thus helping to enrich cultural diversity and human creativity;

Noting the far-reaching impact of the activities of UNESCO in establishing normative instruments for the protection of the cultural heritage, in particular the Convention for the Protection of the World Cultural and Natural Heritage of 1972;

Noting further that no binding multilateral instrument as yet exists for the safeguarding of the intangible cultural heritage;

Considering that existing international agreements, recommendations and resolutions concerning the cultural and natural heritage need to be effectively enriched and supplemented by means of new provisions relating to the intangible cultural heritage;

Considering the need to build greater awareness, especially among the younger generations, of the importance of the intangible cultural heritage and of its safeguarding;

Considering that the international community should contribute, together with the States Parties to this Convention, to the safeguarding of such heritage in a spirit of cooperation and mutual assistance;

Recalling UNESCO's programmes relating to the intangible cultural heritage, in particular the Proclamation of Masterpieces of the Oral and Intangible Heritage of Humanity;

Considering the invaluable role of the intangible cultural heritage as a factor in bringing human beings closer together and ensuring exchange and understanding among them:

adopts this Convention on this seventeenth day of October 2003.

I — General provisions

Article 1

Purposes of the Convention

The purposes of this Convention are:

- a) To safeguard the intangible cultural heritage;
- b) To ensure respect for the intangible cultural heritage of the communities, groups and individuals concerned;
- c) To raise awareness at the local, national and international levels of the importance of the intangible cultural heritage, and of ensuring mutual appreciation thereof;
- d) To provide for international cooperation and assistance.

Article 2

Definitions

For the purposes of this Convention:

1) The «intangible cultural heritage» means the practices, representations, expressions, knowledge, skills as well as the instruments, objects, artefacts and cultural spaces associated therewith — that communities, groups and, in some cases, individuals recognize as part of their cultural heritage. This intangible cultural heritage, transmitted from generation to generation, is constantly recreated by communities and groups in response to their environment, their interaction with nature and their history, and provides them with a sense of identity and continuity, thus promoting respect for cultural diversity and human creativity. For the purposes of this Convention, consideration will be given solely to such intangible cultural heritage as is compatible with existing international human rights instruments, as well as with the requirements of mutual respect among communities, groups and individuals, and of sustainable development;

2) The «intangible cultural heritage», as defined in paragraph 1 above, is manifested *inter alia* in the following domains:

- a) Oral traditions and expressions, including language as a vehicle of the intangible cultural heritage;
- b) Performing arts;
- c) Social practices, rituals and festive events;
- d) Knowledge and practices concerning nature and the universe;
- e) Traditional craftsmanship;

3) «Safeguarding» means measures aimed at ensuring the viability of the intangible cultural heritage, including the identification, documentation, research, preservation, protection, promotion, enhancement, transmission, particularly through formal and non-formal education, as well as the revitalization of the various aspects of such heritage;

4) «States Parties» means States which are bound by this Convention and among which this Convention is in force;

5) This Convention applies *mutatis mutandis* to the territories referred to in article 33 which become Parties to this Convention in accordance with the conditions set out in that Article. To that extent the expression «States Parties» also refers to such territories.

Article 3

Relationship to other international instruments

Nothing in this Convention may be interpreted as:

- a) Altering the status or diminishing the level of protection under the 1972 Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage of World Heritage properties with which an item of the intangible cultural heritage is directly associated; or
- b) Affecting the rights and obligations of States Parties deriving from any international instrument relating to intellectual property rights or to the use of biological and ecological resources to which they are parties.

II — Organs of the Convention

Article 4

General Assembly of the States Parties

1 — A General Assembly of the States Parties is hereby established, hereinafter referred to as «the General Assembly». The General Assembly is the sovereign body of this Convention.

2 — The General Assembly shall meet in ordinary session every two years. It may meet in extraordinary session if it so decides or at the request either of the Intergovernmental Committee for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage or of at least one-third of the States Parties.

3 — The General Assembly shall adopt its own Rules of Procedure.

Article 5

Intergovernmental Committee for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage

1 — An Intergovernmental Committee for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage, hereinafter referred to as «the Committee», is hereby established within UNESCO. It shall be composed of representatives of 18 States Parties, elected by the States Parties meeting in General Assembly, once this Convention enters into force in accordance with article 34.

2 — The number of States Members of the Committee shall be increased to 24 once the number of the States Parties to the Convention reaches 50.

Article 6

Election and terms of office of States Members of the Committee

1 — The election of States Members of the Committee shall obey the principles of equitable geographical representation and rotation.

2 — States Members of the Committee shall be elected for a term of four years by States Parties to the Convention meeting in General Assembly.

3 — However, the term of office of half of the States Members of the Committee elected at the first election is limited to two years. These States shall be chosen by lot at the first election.

4 — Every two years, the General Assembly shall renew half of the States Members of the Committee.

5 — It shall also elect as many States Members of the Committee as required to fill vacancies.

6 — A State Member of the Committee may not be elected for two consecutive terms.

7 — States Members of the Committee shall choose as their representatives persons who are qualified in the various fields of the intangible cultural heritage.

Article 7

Functions of the Committee

Without prejudice to other prerogatives granted to it by this Convention, the functions of the Committee shall be to:

a) Promote the objectives of the Convention, and to encourage and monitor the implementation thereof;

b) Provide guidance on best practices and make recommendations on measures for the safeguarding of the intangible cultural heritage;

c) Prepare and submit to the General Assembly for approval a draft plan for the use of the resources of the Fund, in accordance with article 25;

d) Seek means of increasing its resources, and to take the necessary measures to this end, in accordance with article 25;

e) Prepare and submit to the General Assembly for approval operational directives for the implementation of this Convention;

f) Examine, in accordance with article 29, the reports submitted by States Parties, and to summarize them for the General Assembly;

g) Examine requests submitted by States Parties, and to decide thereon, in accordance with objective selection criteria to be established by the Committee and approved by the General Assembly for:

i) Inscription on the lists and proposals mentioned under articles 16, 17 and 18;

ii) The granting of international assistance in accordance with article 22.

Article 8

Working methods of the Committee

1 — The Committee shall be answerable to the General Assembly. It shall report to it on all its activities and decisions.

2 — The Committee shall adopt its own Rules of Procedure by a two-thirds majority of its Members.

3 — The Committee may establish, on a temporary basis, whatever ad hoc consultative bodies it deems necessary to carry out its task.

4 — The Committee may invite to its meetings any public or private bodies, as well as private persons, with recognized competence in the various fields of the intangible cultural heritage, in order to consult them on specific matters.

Article 9

Accreditation of advisory organizations

1 — The Committee shall propose to the General Assembly the accreditation of non-governmental organizations with recognized competence in the field of the intangible cultural heritage to act in an advisory capacity to the Committee.

2 — The Committee shall also propose to the General Assembly the criteria for and modalities of such accreditation.

Article 10

The Secretariat

1 — The Committee shall be assisted by the UNESCO Secretariat.

2 — The Secretariat shall prepare the documentation of the General Assembly and of the Committee, as well as the draft agenda of their meetings, and shall ensure the implementation of their decisions.

III — Safeguarding of the intangible cultural heritage at the national level

Article 11

Role of States Parties

Each State Party shall:

a) Take the necessary measures to ensure the safeguarding of the intangible cultural heritage present in its territory;

b) Among the safeguarding measures referred to in article 2, paragraph 3, identify and define the various elements of the intangible cultural heritage present in its territory, with the participation of communities, groups and relevant non-governmental organizations.

Article 12

Inventories

1 — To ensure identification with a view to safeguarding, each State Party shall draw up, in a manner geared to its own situation, one or more inventories of the intangible cultural heritage present in its territory. These inventories shall be regularly updated.

2 — When each State Party periodically submits its report to the Committee, in accordance with article 29, it shall provide relevant information on such inventories.

Article 13

Other measures for safeguarding

To ensure the safeguarding, development and promotion of the intangible cultural heritage present in its territory, each State Party shall endeavour to:

a) Adopt a general policy aimed at promoting the function of the intangible cultural heritage in society, and at integrating the safeguarding of such heritage into planning programmes;

b) Designate or establish one or more competent bodies for the safeguarding of the intangible cultural heritage present in its territory;

c) Foster scientific, technical and artistic studies, as well as research methodologies, with a view to effective safeguarding of the intangible cultural heritage, in particular the intangible cultural heritage in danger;

d) Adopt appropriate legal, technical, administrative and financial measures aimed at:

i) Fostering the creation or strengthening of institutions for training in the management of the intangible cultural heritage and the transmission of such heritage through forums and spaces intended for the performance or expression thereof;

ii) Ensuring access to the intangible cultural heritage while respecting customary practices governing access to specific aspects of such heritage;

iii) Establishing documentation institutions for the intangible cultural heritage and facilitating access to them.

Article 14

Education, awareness-raising and capacity-building

Each State Party shall endeavour, by all appropriate means, to:

a) Ensure recognition of, respect for, and enhancement of the intangible cultural heritage in society, in particular through:

i) Educational, awareness-raising and information programmes, aimed at the general public, in particular young people;

ii) Specific educational and training programmes within the communities and groups concerned;

iii) Capacity-building activities for the safeguarding of the intangible cultural heritage, in particular management and scientific research; and

iv) Non-formal means of transmitting knowledge;

b) Keep the public informed of the dangers threatening such heritage, and of the activities carried out in pursuance of this Convention;

c) Promote education for the protection of natural spaces and places of memory whose existence is necessary for expressing the intangible cultural heritage.

Article 15

Participation of communities, groups and individuals

Within the framework of its safeguarding activities of the intangible cultural heritage, each State Party shall endeavour to ensure the widest possible participation of communities, groups and, where appropriate, individuals that create, maintain and transmit such heritage, and to involve them actively in its management.

IV — Safeguarding of the intangible cultural heritage at the international level

Article 16

Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity

1 — In order to ensure better visibility of the intangible cultural heritage and awareness of its significance, and to encourage dialogue which respects cultural diversity, the Committee, upon the proposal of the States Parties concerned, shall establish, keep up to date and publish a Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity.

2 — The Committee shall draw up and submit to the General Assembly for approval the criteria for the establishment, updating and publication of this Representative List.

Article 17

List of Intangible Cultural Heritage in Need of Urgent Safeguarding

1 — With a view to taking appropriate safeguarding measures, the Committee shall establish, keep up to date and publish a List of Intangible Cultural Heritage in Need of Urgent Safeguarding, and shall inscribe such heritage on the List at the request of the State Party concerned.

2 — The Committee shall draw up and submit to the General Assembly for approval the criteria for the establishment, updating and publication of this List.

3 — In cases of extreme urgency — the objective criteria of which shall be approved by the General Assembly upon the proposal of the Committee — the Committee may inscribe an item of the heritage concerned on the List mentioned in paragraph 1, in consultation with the State Party concerned.

Article 18

Programmes, projects and activities for the safeguarding of the intangible cultural heritage

1 — On the basis of proposals submitted by States Parties, and in accordance with criteria to be defined by the Committee and approved by the General Assembly, the Committee shall periodically select and promote national, subregional and regional programmes, projects and activities for the safeguarding of the heritage which it considers best reflect the principles and objectives of this Convention, taking into account the special needs of developing countries.

2 — To this end, it shall receive, examine and approve requests for international assistance from States Parties for the preparation of such proposals.

3 — The Committee shall accompany the implementation of such projects, programmes and activities by disseminating best practices using means to be determined by it.

V — International cooperation and assistance

Article 19

Cooperation

1 — For the purposes of this Convention, international cooperation includes, inter alia, the exchange of information and experience, joint initiatives, and the establishment of a mechanism of assistance to States Parties in their efforts to safeguard the intangible cultural heritage.

2 — Without prejudice to the provisions of their national legislation and customary law and practices, the States Parties recognize that the safeguarding of intangible cultural heritage is of general interest to humanity, and to that end undertake to cooperate at the bilateral, subregional, regional and international levels.

Article 20

Purposes of international assistance

International assistance may be granted for the following purposes:

a) The safeguarding of the heritage inscribed on the List of Intangible Cultural Heritage in Need of Urgent Safeguarding;

b) The preparation of inventories in the sense of articles 11 and 12;

c) Support for programmes, projects and activities carried out at the national, subregional and regional levels aimed at the safeguarding of the intangible cultural heritage;

d) Any other purpose the Committee may deem necessary.

Article 21

Forms of international assistance

The assistance granted by the Committee to a State Party shall be governed by the operational directives foreseen in article 7 and by the agreement referred to in article 24, and may take the following forms:

- a) Studies concerning various aspects of safeguarding;
- b) The provision of experts and practitioners;
- c) The training of all necessary staff;
- d) The elaboration of standard-setting and other measures;
- e) The creation and operation of infrastructures;
- f) The supply of equipment and know-how;
- g) Other forms of financial and technical assistance, including, where appropriate, the granting of low-interest loans and donations.

Article 22

Conditions governing international assistance

1 — The Committee shall establish the procedure for examining requests for international assistance, and shall specify what information shall be included in the requests, such as the measures envisaged and the interventions required, together with an assessment of their cost.

2 — In emergencies, requests for assistance shall be examined by the Committee as a matter of priority.

3 — In order to reach a decision, the Committee shall undertake such studies and consultations as it deems necessary.

Article 23

Requests for international assistance

1 — Each State Party may submit to the Committee a request for international assistance for the safeguarding of the intangible cultural heritage present in its territory.

2 — Such a request may also be jointly submitted by two or more States Parties.

3 — The request shall include the information stipulated in article 22, paragraph 1, together with the necessary documentation.

Article 24

Role of beneficiary States Parties

1 — In conformity with the provisions of this Convention, the international assistance granted shall be regulated by means of an agreement between the beneficiary State Party and the Committee.

2 — As a general rule, the beneficiary State Party shall, within the limits of its resources, share the cost of the safeguarding measures for which international assistance is provided.

3 — The beneficiary State Party shall submit to the Committee a report on the use made of the assistance provided for the safeguarding of the intangible cultural heritage.

VI — Intangible Cultural Heritage Fund

Article 25

Nature and resources of the Fund

1 — A «Fund for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage», hereinafter referred to as «the Fund», is hereby established.

2 — The Fund shall consist of funds-in-trust established in accordance with the Financial Regulations of UNESCO.

3 — The resources of the Fund shall consist of:

- a) Contributions made by States Parties;
- b) Funds appropriated for this purpose by the General Conference of UNESCO;
- c) Contributions, gifts or bequests which may be made by:
 - i) Other States;
 - ii) Organizations and programmes of the United Nations system, particularly the United Nations Development Programme, as well as other international organizations;
 - iii) Public or private bodies or individuals;

d) Any interest due on the resources of the Fund;

e) Funds raised through collections, and receipts from events organized for the benefit of the Fund;

f) Any other resources authorized by the Fund's regulations, to be drawn up by the Committee.

4 — The use of resources by the Committee shall be decided on the basis of guidelines laid down by the General Assembly.

5 — The Committee may accept contributions and other forms of assistance for general and specific purposes relating to specific projects, provided that those projects have been approved by the Committee.

6 — No political, economic or other conditions which are incompatible with the objectives of this Convention may be attached to contributions made to the Fund.

Article 26

Contributions of States Parties to the Fund

1 — Without prejudice to any supplementary voluntary contribution, the States Parties to this Convention undertake to pay into the Fund, at least every two years, a contribution, the amount of which, in the form of a uniform percentage applicable to all States, shall be determined by the General Assembly. This decision of the General Assembly shall be taken by a majority of the States Parties present and voting which have not made the declaration referred to in paragraph 2 of this article. In no case shall the contribution of the State Party exceed 1 % of its contribution to the regular budget of UNESCO.

2 — However, each State referred to in article 32 or in article 33 of this Convention may declare, at the time of the deposit of its instruments of ratification, acceptance, approval or accession, that it shall not be bound by the provisions of paragraph 1 of this article.

3 — A State Party to this Convention which has made the declaration referred to in paragraph 2 of this article shall endeavour to withdraw the said declaration by notifying the Director-General of UNESCO. However, the withdrawal of the declaration shall not take effect

in regard to the contribution due by the State until the date on which the subsequent session of the General Assembly opens.

4 — In order to enable the Committee to plan its operations effectively, the contributions of States Parties to this Convention which have made the declaration referred to in paragraph 2 of this article shall be paid on a regular basis, at least every two years, and should be as close as possible to the contributions they would have owed if they had been bound by the provisions of paragraph 1 of this article.

5 — Any State Party to this Convention which is in arrears with the payment of its compulsory or voluntary contribution for the current year and the calendar year immediately preceding it shall not be eligible as a Member of the Committee; this provision shall not apply to the first election. The term of office of any such State which is already a Member of the Committee shall come to an end at the time of the elections provided for in article 6 of this Convention.

Article 27

Voluntary supplementary contributions to the Fund

States Parties wishing to provide voluntary contributions in addition to those foreseen under article 26 shall inform the Committee, as soon as possible, so as to enable it to plan its operations accordingly.

Article 28

International fund-raising campaigns

The States Parties shall, insofar as is possible, lend their support to international fund-raising campaigns organized for the benefit of the Fund under the auspices of UNESCO.

VII — Reports

Article 29

Reports by the States Parties

The States Parties shall submit to the Committee, observing the forms and periodicity to be defined by the Committee, reports on the legislative, regulatory and other measures taken for the implementation of this Convention.

Article 30

Reports by the Committee

1 — On the basis of its activities and the reports by States Parties referred to in article 29, the Committee shall submit a report to the General Assembly at each of its sessions.

2 — The report shall be brought to the attention of the General Conference of UNESCO.

VIII — Transitional clause

Article 31

Relationship to the Proclamation of Masterpieces of the Oral and Intangible Heritage of Humanity

1 — The Committee shall incorporate in the Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity the items proclaimed «Masterpieces of the Oral and Intan-

gible Heritage of Humanity» before the entry into force of this Convention.

2 — The incorporation of these items in the Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity shall in no way prejudice the criteria for future inscriptions decided upon in accordance with article 16, paragraph 2.

3 — No further Proclamation will be made after the entry into force of this Convention.

IX — Final clauses

Article 32

Ratification, acceptance or approval

1 — This Convention shall be subject to ratification, acceptance or approval by States Members of UNESCO in accordance with their respective constitutional procedures.

2 — The instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Director-General of UNESCO.

Article 33

Accession

1 — This Convention shall be open to accession by all States not Members of UNESCO that are invited by the General Conference of UNESCO to accede to it.

2 — This Convention shall also be open to accession by territories which enjoy full internal self-government recognized as such by the United Nations, but have not attained full independence in accordance with General Assembly resolution 1514 (XV), and which have competence over the matters governed by this Convention, including the competence to enter into treaties in respect of such matters.

3 — The instrument of accession shall be deposited with the Director-General of UNESCO.

Article 34

Entry into force

This Convention shall enter into force three months after the date of the deposit of the thirtieth instrument of ratification, acceptance, approval or accession, but only with respect to those States that have deposited their respective instruments of ratification, acceptance, approval, or accession on or before that date. It shall enter into force with respect to any other State Party three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

Article 35

Federal or non-unitary constitutional systems

The following provisions shall apply to States Parties which have a federal or non-unitary constitutional system:

a) With regard to the provisions of this Convention, the implementation of which comes under the legal jurisdiction of the federal or central legislative power, the obligations of the federal or central government shall be the same as for those States Parties which are not federal States;

b) With regard to the provisions of this Convention, the implementation of which comes under the jurisdiction of individual constituent States, countries, provinces or cantons which are not obliged by the constitutional system of the federation to take legislative measures, the federal government shall inform the competent authorities of such States, countries, provinces or cantons of the said provisions, with its recommendation for their adoption.

Article 36

Denunciation

- 1 — Each State Party may denounce this Convention.
- 2 — The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Director-General of UNESCO.
- 3 — The denunciation shall take effect twelve months after the receipt of the instrument of denunciation. It shall in no way affect the financial obligations of the denouncing State Party until the date on which the withdrawal takes effect.

Article 37

Depositary functions

The Director-General of UNESCO, as the Depositary of this Convention, shall inform the States Members of the Organization, the States not Members of the Organization referred to in article 33, as well as the United Nations, of the deposit of all the instruments of ratification, acceptance, approval or accession provided for in articles 32 and 33, and of the denunciations provided for in article 36.

Article 38

Amendments

1 — A State Party may, by written communication addressed to the Director-General, propose amendments to this Convention. The Director-General shall circulate such communication to all States Parties. If, within six months from the date of the circulation of the communication, not less than one half of the States Parties reply favourably to the request, the Director-General shall present such proposal to the next session of the General Assembly for discussion and possible adoption.

2 — Amendments shall be adopted by a two-thirds majority of States Parties present and voting.

3 — Once adopted, amendments to this Convention shall be submitted for ratification, acceptance, approval or accession to the States Parties.

4 — Amendments shall enter into force, but solely with respect to the States Parties that have ratified, accepted, approved or acceded to them, three months after the deposit of the instruments referred to in paragraph 3 of this article by two-thirds of the States Parties. Thereafter, for each State Party that ratifies, accepts, approves or accedes to an amendment, the said amendment shall enter into force three months after the date of deposit by that State Party of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

5 — The procedure set out in paragraphs 3 and 4 shall not apply to amendments to article 5 concerning the number of States Members of the Committee. These

amendments shall enter into force at the time they are adopted.

6 — A State which becomes a Party to this Convention after the entry into force of amendments in conformity with paragraph 4 of this article shall, failing an expression of different intention, be considered:

- a) As a Party to this Convention as so amended; and
- b) As a Party to the unamended Convention in relation to any State Party not bound by the amendments.

Article 39

Authoritative texts

This Convention has been drawn up in Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish, the six texts being equally authoritative.

Article 40

Registration

In conformity with article 102 of the charter of the United Nations, this Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Director-General of UNESCO.

DONE at Paris, this third day of November 2003, in two authentic copies bearing the signature of the President of the 32nd session of the General Conference and of the Director-General of UNESCO. These two copies shall be deposited in the archives of UNESCO. Certified true copies shall be delivered to all the States referred to in Articles 32 and 33, as well as to the United Nations.

Fait à Paris, le trois novembre 2003, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la 32e session de la Conférence générale et du Directeur général de l'UNESCO. Ces deux exemplaires seront déposés dans les archives de l'UNESCO. Des copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 32 et 33 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

Hecho en París en este día tres de noviembre de 2003, en dos ejemplares auténticos que llevan la firma del Presidente de la 32ª reunión de la Conferencia General y del Director General de la UNESCO, ejemplares que quedarán depositados en los archivos de la UNESCO y de los cuales se remitirá copia certificada conforme a todos los Estados a que se refieren los Artículos 32 y 33, así como a las Naciones Unidas.

Совершено в Париже 3 ноября 2003 года в двух аутентичных экземплярах за подписью Председателя тридцать второй сессии Генеральной конференции и Генерального директора ЮНЕСКО. Оба экземпляра сдаются на хранение в архив ЮНЕСКО, а их надлежащим образом заверенные копии направляются всем государствам, указанным в статьях 32 и 33, а также Организации Объединенных Наций.

حررت في باريس بتاريخ هذا اليوم الثالث من شهر نوفمبر/تشرين الثاني ٢٠٠٣، من نسختين أصليتين تحملان توقيع رئيس الدورة الثانية والثلاثين للمؤتمر العام، والمدير العام لليونسكو، وسوف تودع هاتان النسختان في محفوظات اليونسكو، وتؤخذ عنهما نسخ مصدقة طبق الأصل لترسل إلى الدول المشار إليها في المادتين ٣٢ و٣٣، وإلى منظمة الأمم المتحدة.

2003年11月3日订于巴黎，一式两份，均为正本，由教科文组织大会第三十二届会议主席和教科文组织总干事签署，并存放于教科文组织的档案中。经验证无误的副本将分送第32和第33条提及的所有国家和联合国。

The above text is the authentic text of the Convention hereby duly adopted by the General Conference of UNESCO at its 32nd session, held in Paris and declared closed on the seventeenth day of October 2003.

Le texte qui précède est le texte authentique de la Convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 32e session, qui s'est tenue à Paris et qui a été déclarée close le dix-sept octobre 2003.

Lo anterior es el texto auténtico de la Convención aprobada en buena y debida forma por la Conferencia General de la UNESCO en su 32ª reunión, celebrada en París y clausurada el diecisiete de octubre de 2003.

Приведенный выше текст является подлинным текстом Конвенции, надлежащим образом принятой Генеральной конференцией ЮНЕСКО на ее тридцать второй сессии, которая состоялась в Париже и была объявлена закрытой 17 октября 2003 года.

والنص الوارد أعلاه هو النص الأصلي للاتفاقية التي اعتمدها المؤتمر العام لليونسكو في دورته الثانية والثلاثين المنعقدة في باريس والتي أعلن اختتامها في ١٧ أكتوبر/تشرين الأول ٢٠٠٣.

上述文本为在巴黎召开的、于2003年10月17日闭幕的教科文组织大会第三十二届会议通过的公约正式文本。

IN WITNESS WHEREOF the undersigned have signed this Convention this third day of November 2003.

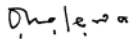
EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, le trois novembre 2003.

EN FE DE LO CUAL estampan sus firmas, en este día tres de noviembre de 2003.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО настоящую Конвенцию подписали 3 ноября 2003 года.

وإثباتاً لما تقدم وقّع الشخصان المذكوران أدناه على هذه الاتفاقية، في هذا اليوم الموافق الثالث من شهر نوفمبر/تشرين الثاني ٢٠٠٣.

为此，我们于 2003 年 11 月 3 日在本公约签名，以昭信守。



President of the General Conference
Le Président de la Conférence générale
El Presidente de la Conferencia General
Председатель Генеральной конференции
رئيس المؤتمر العام

大会主席



Director-General
Le Directeur général
El Director General
Генеральный директор
المدير العام

总干事

CONVENÇÃO PARA A SALVAGUARDA DO PATRIMÓNIO CULTURAL IMATERIAL

A Conferência Geral das Nações Unidas para a Educação, a Ciência e a Cultura, adiante designada por UNESCO, reunida em Paris de 29 de Setembro a 17 de Outubro de 2003, na sua 32.ª sessão:

Fazendo referência aos instrumentos internacionais existentes relativos aos direitos do homem, em especial, à Declaração Universal dos Direitos do Homem de 1948, ao Pacto Internacional sobre os Direitos Económicos, Sociais e Culturais de 1966 e ao Pacto Internacional sobre os Direitos Civis e Políticos de 1966;

Considerando a importância do património cultural imaterial, principal gerador da diversidade cultural e garante do desenvolvimento sustentável, tal como salientado pela Recomendação da UNESCO para a Salvaguarda da Cultura Tradicional e do Folclore de 1989, pela Declaração Universal da UNESCO sobre a Diversidade Cultural de 2001 e pela Declaração de Istambul de 2002, adoptada pela 3.ª Mesa Redonda de Ministros da Cultura;

Considerando a profunda interdependência entre o património cultural imaterial e o património material cultural e natural;

Reconhecendo que os processos de globalização e de transformação social, a par com as condições que contribuem para um diálogo renovado entre as comunidades acarretam, tal como os fenómenos de intolerância, graves ameaças de degradação, de desaparecimento e de destruição do património cultural imaterial, em especial, devido à falta de meios para a sua salvaguarda;

Consciente da vontade universal e da preocupação comum em salvaguardar o património cultural imaterial da humanidade;

Reconhecendo que as comunidades, em especial, as comunidades autóctones, os grupos e, se for o caso, os indivíduos, desempenham um papel importante na produção, salvaguarda, manutenção e recriação do património cultural imaterial, contribuindo, desse modo, para o enriquecimento da diversidade cultural e da criatividade humana;

Constatando o importante impacto da actividade realizada pela UNESCO tendo em vista a criação de instrumentos normativos para a protecção do património cultural, em especial, a Convenção para a Protecção do Património Mundial, Cultural e Natural de 1972;

Constatando ainda não existir até ao momento qualquer instrumento multilateral com carácter vinculativo destinado a salvaguardar o património cultural imaterial;

Considerando que os acordos, recomendações e resoluções internacionais existentes em matéria de património cultural e natural deveriam ser enriquecidos e complementados de forma eficaz mediante novas disposições relativas ao património cultural imaterial;

Considerando a necessidade de promover uma maior tomada de consciência, em especial entre as gerações jovens, para a importância do património cultural imaterial e da sua salvaguarda;

Considerando que a comunidade internacional deveria contribuir, em conjunto com os Estados Partes na presente Convenção, para a salvaguarda desse património num espírito de cooperação e de auxílio mútuo;

Recordando os programas da UNESCO no domínio do património cultural imaterial, nomeadamente a Proclamação das Obras-Primas do Património Oral e Imaterial da Humanidade;

Considerando o papel inestimável do património cultural imaterial como factor de aproximação, intercâmbio e entendimento entre os seres humanos:

adopta a presente Convenção neste 17.º dia de Outubro de 2003.

I — Disposições gerais

Artigo 1.º

Fins da Convenção

A presente Convenção tem por fim:

- A salvaguarda do património cultural imaterial;
- O respeito pelo património cultural imaterial das comunidades, dos grupos e dos indivíduos em causa;
- A sensibilização, a nível local, nacional e internacional, para a importância do património cultural imaterial e do seu reconhecimento mútuo;
- A cooperação e o auxílio internacionais.

Artigo 2.º

Definições

Para os efeitos da presente Convenção:

1) Entende-se por «património cultural imaterial» as práticas, representações, expressões, conhecimentos e aptidões — bem como os instrumentos, objectos, artefactos e espaços culturais que lhes estão associados — que as comunidades, os grupos e, sendo o caso, os indivíduos reconhecem como fazendo parte integrante do seu património cultural. Esse património cultural imaterial, transmitido de geração em geração, é constantemente recriado pelas comunidades e grupos em função do seu meio, da sua interacção com a natureza e da sua história, inculcando-lhes um sentimento de identidade e de continuidade, contribuindo, desse modo, para a promoção do respeito pela diversidade cultural e pela criatividade humana. Para os efeitos da presente Convenção, tomar-se-á em consideração apenas o património cultural imaterial que seja compatível com os instrumentos internacionais existentes em matéria de direitos do homem, bem como com as exigências de respeito mútuo entre comunidades, grupos e indivíduos e de desenvolvimento sustentável;

2) O «património cultural imaterial», tal como definido no número anterior, manifesta-se nomeadamente nos seguintes domínios:

- a) Tradições e expressões orais, incluindo a língua como vector do património cultural imaterial;
- b) Artes do espectáculo;
- c) Práticas sociais, rituais e eventos festivos;
- d) Conhecimentos e práticas relacionados com a natureza e o universo;
- e) Aptidões ligadas ao artesanato tradicional;

3) Entende-se por «salvaguarda» as medidas que visem assegurar a viabilidade do património cultural imaterial, incluindo a identificação, documentação, pesquisa, preservação, protecção, promoção, valorização, transmissão, essencialmente através da educação formal e não formal, bem como a revitalização dos diferentes aspectos desse património;

4) Entende-se por «Estados Partes» os Estados que estejam vinculados pela presente Convenção e entre os quais a presente Convenção esteja em vigor;

5) A presente Convenção é aplicada, *mutatis mutandis*, aos territórios aludidos no artigo 33.º que se tornem Partes na presente Convenção, em conformidade com as condições estabelecidas no referido artigo. Nessa medida, a expressão «Estados Partes» refere-se igualmente a esses territórios.

Artigo 3.º

Relação com outros instrumentos internacionais

Nada na presente Convenção pode ser interpretado como:

- a) Alterando o estatuto ou diminuindo o nível de protecção dos bens declarados património mundial no âmbito da Convenção para a Protecção do Património Mundial, Cultural e Natural de 1972, aos quais um elemento do património cultural imaterial esteja directamente associado; ou
- b) Prejudicando os direitos e obrigações dos Estados Partes decorrentes de qualquer instrumento internacional relativo aos direitos da propriedade intelectual ou à utilização dos recursos biológicos e ecológicos no qual sejam Partes.

II — Órgãos da Convenção

Artigo 4.º

Assembleia Geral dos Estados Partes

1 — É instituída a Assembleia Geral dos Estados Partes, adiante designada por «Assembleia Geral». A Assembleia Geral é o órgão soberano da presente Convenção.

2 — A Assembleia Geral reúne em sessão ordinária de dois em dois anos. Pode reunir-se em sessão extraordinária por sua iniciativa, a pedido do Comité Intergovernamental para a Salvaguarda do Património Cultural Imaterial ou de pelo menos um terço dos Estados Partes.

3 — A Assembleia Geral aprova o seu regulamento interno.

Artigo 5.º

Comité Intergovernamental para a Salvaguarda do Património Cultural Imaterial

1 — É criado junto da UNESCO o Comité Intergovernamental para a Salvaguarda do Património Cultural

Imaterial, adiante designado por «o Comité». É composto por representantes de 18 Estados Partes, eleitos pelos Estados Partes reunidos em Assembleia Geral, logo que a presente Convenção entre em vigor, em conformidade com o artigo 34.º

2 — O número dos Estados membros do Comité será elevado para 24 logo que o número de Estados Partes na Convenção atinja os 50.

Artigo 6.º

Eleição e duração do mandato dos Estados membros do Comité

1 — A eleição dos Estados membros do Comité deve obedecer aos princípios de distribuição geográfica e de rotação equitativas.

2 — Os Estados membros do Comité são eleitos para um mandato de quatro anos pelos Estados Partes na Convenção reunidos em Assembleia Geral.

3 — No entanto, o mandato de metade dos Estados membros do Comité eleitos na primeira eleição tem a duração de apenas dois anos. Esses Estados são escolhidos por sorteio nessa primeira eleição.

4 — De dois em dois anos, a Assembleia Geral procede à renovação de metade dos Estados membros do Comité.

5 — A Assembleia Geral elege igualmente tantos Estados membros do Comité quantos os necessários para preencher os lugares vagos.

6 — Um Estado membro do Comité não pode ser eleito para dois mandatos consecutivos.

7 — Os Estados membros do Comité escolhem como seus representantes pessoas qualificadas nos diversos domínios do património cultural imaterial.

Artigo 7.º

Funções do Comité

Sem prejuízo das demais atribuições conferidas pela presente Convenção, as funções do Comité são as seguintes:

- a) Promover os objectivos da Convenção, encorajar e assegurar o acompanhamento da sua aplicação;
- b) Aconselhar sobre as melhores práticas e formular recomendações sobre as medidas a favor da salvaguarda do património cultural imaterial;
- c) Preparar e submeter à aprovação da Assembleia Geral um projecto de utilização de recursos do Fundo, em conformidade com o artigo 25.º;
- d) Esforçar-se para encontrar formas de aumentar os seus recursos e tomar as medidas necessárias para esse fim, em conformidade com o artigo 25.º;
- e) Preparar e submeter à aprovação da Assembleia Geral directrizes operativas para a aplicação da presente Convenção;
- f) Examinar, em conformidade com o artigo 29.º, os relatórios apresentados pelos Estados Partes e elaborar um resumo dos mesmos destinado à Assembleia Geral;
- g) Examinar os pedidos apresentados pelos Estados Partes e decidir, em conformidade com os critérios objectivos de selecção por ele estabelecidos e aprovados pela Assembleia Geral;
- i) Das inscrições nas listas e das propostas mencionadas nos artigos 16.º, 17.º e 18.º;

ii) Da concessão de auxílio internacional, em conformidade com o artigo 22.º

Artigo 8.º

Métodos de trabalho do Comité

1 — O Comité responde perante a Assembleia Geral. Presta-lhe contas de todas as suas actividades e decisões.

2 — O Comité aprova o seu regulamento interno por uma maioria de dois terços dos seus membros.

3 — O Comité pode criar temporariamente os órgãos consultivos *ad hoc* que julgue necessários à execução das suas funções.

4 — O Comité pode convidar para as suas reuniões qualquer organismo público ou privado, assim como qualquer pessoa singular, com competências reconhecidas nos diferentes domínios do património cultural imaterial, para os consultar sobre qualquer questão.

Artigo 9.º

Acreditação das organizações consultivas

1 — O Comité propõe à Assembleia Geral a acreditação de organizações não governamentais com competências reconhecidas no domínio do património cultural imaterial. Tais organizações terão funções consultivas junto do Comité.

2 — O Comité propõe igualmente à Assembleia Geral os critérios e as modalidades de tal acreditação.

Artigo 10.º

O Secretariado

1 — O Comité é assistido pelo Secretariado da UNESCO.

2 — O Secretariado prepara a documentação da Assembleia Geral e do Comité, bem como o projecto da ordem do dia das suas reuniões e assegura a execução das suas decisões.

III — Salvaguarda do património cultural imaterial à escala nacional

Artigo 11.º

Papel dos Estados Partes

Compete a cada Estado Parte:

a) Adoptar as medidas necessárias para a salvaguarda do património cultural imaterial existente no seu território;

b) Identificar e definir, entre as medidas de salvaguarda referidas no artigo 2.º, n.º 3, os diferentes elementos do património cultural imaterial existentes no seu território, com a participação das comunidades, dos grupos e das organizações não governamentais pertinentes.

Artigo 12.º

Inventários

1 — Cada Estado Parte elabora, a fim de assegurar a identificação com vista à salvaguarda, de forma adaptada à sua situação, um ou mais inventários do património cultural imaterial existente no seu território. Tais inventários são objecto de uma actualização regular.

2 — Cada Estado Parte, ao apresentar periodicamente o seu relatório ao Comité, em conformidade com o artigo 29.º, fornece informações relevantes sobre tais inventários.

Artigo 13.º

Outras medidas de salvaguarda

Com vista a assegurar a salvaguarda, o desenvolvimento e a valorização do património cultural imaterial existente no seu território, cada Estado Parte esforça-se por:

a) Adoptar uma política geral que vise valorizar a função do património cultural imaterial na sociedade e integrar a salvaguarda do referido património em programas de planeamento;

b) Designar ou criar um ou mais organismos competentes para a salvaguarda do património cultural imaterial existente no seu território;

c) Encorajar estudos científicos, técnicos e artísticos, bem como metodologias de pesquisa para uma salvaguarda eficaz do património cultural imaterial, em especial, do património cultural imaterial em perigo;

d) Adoptar as medidas jurídicas, técnicas, administrativas e financeiras apropriadas com vista a:

i) Favorecer a criação ou o reforço de instituições de formação em gestão do património cultural imaterial, bem como a transmissão desse património através de fóruns e de espaços destinados à sua manifestação e expressão;

ii) Garantir o acesso ao património cultural imaterial, respeitando as práticas consuetudinárias que regem o acesso a aspectos específicos do referido património;

iii) Criar instituições de documentação sobre o património cultural imaterial e facilitar o acesso às mesmas.

Artigo 14.º

Educação, sensibilização e reforço das capacidades

Cada Estado Parte esforça-se, por todos os meios apropriados, por:

a) Assegurar o reconhecimento, o respeito e a valorização do património cultural imaterial na sociedade, em especial, mediante:

i) Programas educativos, de sensibilização e informativos destinados ao público, nomeadamente aos jovens;

ii) Programas educativos e de formação específicos no seio das comunidades e dos grupos em causa;

iii) Actividades de consolidação das capacidades em matéria de salvaguarda do património cultural imaterial e, em especial, de gestão e de pesquisa científica; e

iv) Meios não formais de transmissão de conhecimentos;

b) Manter o público informado das ameaças a que está sujeito tal património, bem como das actividades levadas a cabo em aplicação da presente Convenção;

c) Promover a educação sobre a protecção dos espaços naturais e dos lugares importantes para a memória colectiva cuja existência seja necessária à expressão do património cultural imaterial.

Artigo 15.º

Participação das comunidades, grupos e indivíduos

No âmbito das suas actividades de salvaguarda do património cultural imaterial, cada Estado Parte procura

assegurar a mais ampla participação possível das comunidades, dos grupos e, se for o caso, dos indivíduos que criam, mantêm e transmitem tal património e de envolvê-los activamente na respectiva gestão.

IV — Salvaguarda do património cultural imaterial à escala internacional

Artigo 16.º

Lista Representativa do Património Cultural Imaterial da Humanidade

1 — Para assegurar uma melhor visibilidade do património cultural imaterial, fomentar a consciência da sua importância e favorecer o diálogo no respeito da diversidade cultural, o Comité, mediante proposta dos Estados Partes interessados, elabora, actualiza e publica a Lista Representativa do Património Cultural Imaterial da Humanidade.

2 — O Comité elabora e submete à aprovação da Assembleia Geral os critérios que orientam a elaboração, a actualização e a publicação dessa Lista Representativa.

Artigo 17.º

Lista do património cultural imaterial que necessita de uma salvaguarda urgente

1 — Com vista à adopção de medidas de salvaguarda apropriadas, o Comité elabora, actualiza e publica uma lista do património cultural imaterial que necessita de uma salvaguarda urgente e inscreve esse património na lista, a pedido do Estado Parte interessado.

2 — O Comité elabora e submete à aprovação da Assembleia Geral os critérios que orientam a elaboração, a actualização e a publicação da referida lista.

3 — Em casos de extrema urgência — cujos critérios objectivos são aprovados pela Assembleia Geral mediante proposta do Comité —, este pode inscrever um elemento do património em causa na Lista mencionada no n.º 1, em consulta com o Estado Parte interessado.

Artigo 18.º

Programas, projectos e actividades de salvaguarda do património cultural imaterial

1 — Com base em propostas apresentadas pelos Estados Partes e de acordo com os critérios por si definidos e aprovados pela Assembleia Geral, o Comité selecciona periodicamente e promove programas, projectos e actividades de carácter nacional, sub-regional ou regional de salvaguarda do património que julgue melhor reflectirem os princípios e os objectivos da presente Convenção tendo em conta as necessidades particulares dos países em vias de desenvolvimento.

2 — Para esse fim, recebe, examina e aprova os pedidos de auxílio internacional formulados pelos Estados Partes para a elaboração dessas propostas.

3 — O Comité acompanha a aplicação dos referidos programas, projectos e actividades mediante a difusão das melhores práticas segundo as modalidades que tenha determinado.

V — Cooperação e auxílio internacionais

Artigo 19.º

Cooperação

1 — Para os fins da presente Convenção, a cooperação internacional inclui, *inter alia*, o intercâmbio de informa-

ções e de experiências, iniciativas comuns, bem como a criação de um mecanismo de auxílio aos Estados Partes nos seus esforços para salvaguardar o património cultural imaterial.

2 — Sem prejuízo do disposto na sua legislação nacional e nos seus direitos e práticas consuetudinários, os Estados Partes reconhecem que a salvaguarda do património cultural imaterial é uma questão de interesse geral para a humanidade e comprometem-se, para esse fim, a cooperar a nível bilateral, sub-regional, regional e internacional.

Artigo 20.º

Objectivos do auxílio internacional

O auxílio internacional pode ser concedido para os seguintes objectivos:

- a) Salvaguarda do património inscrito na lista do património cultural imaterial que necessite de uma salvaguarda urgente;
- b) Preparação de inventários nos termos dos artigos 11.º e 12.º;
- c) Apoio a programas, projectos e actividades conduzidos a nível nacional, sub-regional e regional que visem salvaguardar o património cultural imaterial;
- d) Qualquer outro objectivo que o Comité julgue necessário.

Artigo 21.º

Formas de auxílio internacional

O auxílio concedido pelo Comité a um Estado Parte é regido pelas directrizes operativas previstas no artigo 7.º e pelo acordo referido no artigo 24.º e pode assumir as seguintes formas:

- a) Estudos sobre os diferentes aspectos da salvaguarda;
- b) Disponibilização de peritos e de profissionais;
- c) Formação de todo o pessoal necessário;
- d) Elaboração de medidas normativas ou outras;
- e) Criação e exploração de infra-estruturas;
- f) Fornecimento de equipamento e de conhecimentos especializados;
- g) Outras formas de auxílio financeiro e técnico, incluindo, se necessário, a concessão de empréstimos a juro reduzido e de doações.

Artigo 22.º

Condições do auxílio internacional

1 — O Comité estabelece o procedimento para a análise dos pedidos de auxílio internacional e precisa os elementos do pedido, tais como as medidas previstas, as intervenções necessárias e a avaliação do custo dos mesmos.

2 — Em caso de urgência, o pedido de auxílio deve ser analisado com prioridade pelo Comité.

3 — A fim de tomar uma decisão, o Comité deve proceder aos estudos e consultas que julgue necessários.

Artigo 23.º

Pedidos de auxílio internacional

1 — Cada Estado Parte pode apresentar ao Comité um pedido de auxílio internacional para a salvaguarda do património cultural imaterial existente no seu território.

2 — Tal pedido pode também ser apresentado conjuntamente por dois ou mais Estados Partes.

3 — O pedido deve incluir os elementos informativos previstos no artigo 22.º, n.º 1, e os documentos necessários.

Artigo 24.º

Papel dos Estados Partes beneficiários

1 — Em conformidade com o disposto na presente Convenção, o auxílio internacional concedido rege-se por um acordo entre o Estado Parte beneficiário e o Comité.

2 — Regra geral, o Estado Parte beneficiário deve participar, de acordo com os seus recursos, nos custos das medidas de salvaguarda para as quais é prestado um auxílio internacional.

3 — O Estado Parte beneficiário apresenta ao Comité um relatório sobre a utilização do auxílio concedido a favor da salvaguarda do património cultural imaterial.

VI — Fundo do Património Cultural Imaterial

Artigo 25.º

Natureza e recursos do Fundo

1 — É criado um «Fundo para a Salvaguarda do Património Cultural Imaterial», adiante designado por «Fundo».

2 — O Fundo é constituído com fundos de depósito, em conformidade com as disposições do regulamento financeiro da UNESCO.

3 — Os recursos do Fundo são constituídos por:

- a) Contribuições dos Estados Partes;
- b) Fundos reservados para este fim pela Conferência Geral da UNESCO;
- c) Entregas, doações ou legados que poderão ser feitos por:
 - i) Outros Estados;
 - ii) As organizações e os programas do sistema das Nações Unidas, em particular, o Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento, bem como outras organizações internacionais;
 - iii) Organismos públicos ou privados ou pessoas singulares;

- d) Qualquer juro devido pelos recursos do Fundo;
- e) Produto das colectas e receitas das manifestações organizadas em proveito do Fundo;
- f) Quaisquer outros recursos autorizados pelo regulamento do Fundo que o Comité elaborará.

4 — A utilização dos recursos pelo Comité é decidida com base nas orientações da Assembleia Geral.

5 — O Comité pode aceitar contribuições e demais formas de auxílio prestadas para fins gerais ou específicos relativos a projectos específicos desde que tais projectos sejam aprovados pelo Comité.

6 — As contribuições para o Fundo não podem estar sujeitas a qualquer condição política, económica ou outra que seja incompatível com os objectivos prosseguidos pela presente Convenção.

Artigo 26.º

Contribuições dos Estados Partes para o Fundo

1 — Sem prejuízo de qualquer contribuição voluntária complementar, os Estados Partes na presente Convenção

comprometem-se a pagar ao Fundo, pelo menos de dois em dois anos, uma contribuição cujo montante, calculado segundo uma percentagem uniforme aplicável a todos os Estados, será decidido pela Assembleia Geral. Tal decisão da Assembleia Geral requer a maioria dos Estados Partes, presentes e votantes, que não tenham formulado a declaração referida no n.º 2 do presente artigo. Tal contribuição não poderá, em caso algum, ultrapassar 1 % da contribuição do Estado Parte para o orçamento ordinário da UNESCO.

2 — Qualquer Estado referido no artigo 32.º ou no artigo 33.º da presente Convenção pode, no entanto, no momento do depósito dos seus instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão, declarar que não ficará vinculado pelas disposições do n.º 1 do presente artigo.

3 — O Estado Parte na presente Convenção que tenha formulado a declaração referida no n.º 2 do presente artigo esforçar-se-á por retirar a referida declaração mediante notificação ao Director-Geral da UNESCO. No entanto, a retirada da declaração apenas produzirá efeitos, no que se refere à contribuição devida por tal Estado, a partir da data da abertura da sessão seguinte da Assembleia Geral.

4 — A fim de que o Comité possa prever as suas operações de forma eficaz, as contribuições dos Estados Partes na presente Convenção que tenham formulado a declaração referida no n.º 2 do presente artigo devem ser pagas de forma regular, pelo menos de dois em dois anos, e devem aproximar-se o mais possível às contribuições que tais Estados deveriam pagar caso se encontrassem vinculados pelas disposições do n.º 1 do presente artigo.

5 — Qualquer Estado Parte na presente Convenção que se encontre atrasado no pagamento da sua contribuição obrigatória ou voluntária, relativamente ao ano em curso e ao ano civil imediatamente anterior, não pode ser eleito para o Comité; tal disposição não se aplica aquando da primeira eleição. O mandato de um tal Estado, já membro do Comité, terminará no momento de qualquer eleição referida no artigo 6.º da presente Convenção.

Artigo 27.º

Contribuições voluntárias complementares para o Fundo

Os Estados Partes que desejem pagar contribuições voluntárias para além das previstas no artigo 26.º informam disso o Comité, logo que possível, a fim de permitir a este último planear as suas actividades em conformidade.

Artigo 28.º

Campanhas internacionais de recolha de fundos

Os Estados Partes devem, na medida do possível, contribuir nas campanhas internacionais de recolha, organizadas a favor do Fundo, sob os auspícios da UNESCO.

VII — Relatórios

Artigo 29.º

Relatórios dos Estados Partes

Os Estados Partes apresentam ao Comité, segundo as formas e a periodicidade definidas por este último, relatórios sobre as disposições legais, regulamentares ou outras adoptadas para a aplicação da presente Convenção.

Artigo 30.º

Relatórios do Comité

1 — Com base nas suas actividades e nos relatórios dos Estados Partes mencionados no artigo 29.º, o Comité apresenta um relatório em cada sessão da Assembleia Geral.

2 — Tal relatório é levado ao conhecimento da Conferência Geral da UNESCO.

VIII — Cláusula transitória

Artigo 31.º

Relação com a Proclamação das Obras-Primas do Património Oral e Imaterial da Humanidade

1 — O Comité integra na Lista Representativa do Património Cultural Imaterial da Humanidade os elementos declarados «obras-primas do património oral e imaterial da humanidade» antes da entrada em vigor da presente Convenção.

2 — A incorporação desses elementos na Lista Representativa do Património Cultural Imaterial da Humanidade não prejudica em nada os critérios estabelecidos em conformidade com o artigo 16.º, n.º 2, para as inscrições futuras.

3 — Nenhuma outra declaração será feita após a entrada em vigor da presente Convenção.

IX — Disposições finais

Artigo 32.º

Ratificação, aceitação ou aprovação

1 — A presente Convenção está sujeita à ratificação, aceitação ou aprovação dos Estados membros da UNESCO em conformidade com as respectivas normas constitucionais.

2 — Os instrumentos de ratificação, aceitação ou aprovação são depositados junto do Director-Geral da UNESCO.

Artigo 33.º

Adesão

1 — A presente Convenção está aberta à adesão de qualquer Estado não membro da UNESCO convidado a ela aderir pela Conferência Geral da Organização.

2 — A presente Convenção está igualmente aberta à adesão dos territórios que gozem de uma total autonomia interna, reconhecida como tal pela Organização das Nações Unidas, mas que não tenham alcançado a plena independência em conformidade com a Resolução n.º 1514 (XV) da Assembleia Geral e que tenham competência nas matérias regidas pela presente Convenção, incluindo a competência reconhecida para celebrar tratados sobre tais matérias.

3 — O instrumento de adesão será depositado junto do Director-Geral da UNESCO.

Artigo 34.º

Entrada em vigor

A presente Convenção entrará em vigor três meses após a data do depósito do 30.º instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão, mas unicamente para os Estados que tenham depositado os seus respectivos instrumentos

de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão em tal data ou anteriormente. Para qualquer outro Estado, entrará em vigor três meses após o depósito do seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

Artigo 35.º

Regimes constitucionais federais ou não unitários

Aplicam-se aos Estados Partes com sistema constitucional federal ou não unitário as seguintes disposições:

a) No que se refere às disposições da presente Convenção cuja aplicação seja da competência do poder legislativo federal ou central, as obrigações do governo federal ou central serão idênticas às dos Estados Partes não federados;

b) No que se refere às disposições da presente Convenção cuja aplicação seja da competência de cada um dos Estados, regiões, províncias ou cantões que constituem o Estado Federal, que não sejam obrigados, em virtude do regime constitucional da Federação, a tomar medidas legislativas, o Governo federal levará as referidas disposições, acompanhadas do seu parecer favorável, ao conhecimento das autoridades competentes dos Estados, regiões, províncias ou cantões para adopção.

Artigo 36.º

Denúncia

1 — Cada um dos Estados Partes goza da faculdade de denunciar a presente Convenção.

2 — A denúncia é notificada mediante um instrumento escrito depositado junto do Director-Geral da UNESCO.

3 — A denúncia produz efeitos 12 meses após a data da recepção do instrumento de denúncia e em nada modifica as obrigações financeiras a assumir pelo Estado denunciante, até à data em que a retirada produza efeitos.

Artigo 37.º

Funções do depositário

O Director-Geral da UNESCO, na sua qualidade de depositário da presente Convenção, informa os Estados membros da Organização, os Estados não membros referidos no artigo 33.º, bem como a Organização das Nações Unidas, do depósito de todos os instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão mencionados nos artigos 32.º e 33.º, e das denúncias previstas no artigo 36.º

Artigo 38.º

Alterações

1 — Qualquer Estado Parte pode propor alterações à presente Convenção mediante comunicação escrita dirigida ao Director-Geral. O Director-Geral transmite tal comunicação a todos os Estados Partes. Se, nos seis meses seguintes à data de transmissão da comunicação, pelo menos metade dos Estados Partes der uma resposta favorável a tal pedido, o Director-Geral apresenta tal proposta na sessão seguinte da Assembleia Geral para fins de discussão e eventual adopção.

2 — As alterações são aprovadas por uma maioria de dois terços dos Estados Partes presentes e votantes.

3 — As alterações à presente Convenção, uma vez adoptadas, são submetidas aos Estados Partes para fins de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

4 — Para os Estados Partes que as tenham ratificado, aceite, aprovado ou que às mesmas tenham aderido, as alterações à presente Convenção entram em vigor três meses após o depósito dos instrumentos referidos no número anterior por dois terços dos Estados Partes. Posteriormente, para cada Estado Parte que ratifique, aceite, aprove uma alteração ou a ela adira, tal alteração entra em vigor três meses após a data do depósito pelo Estado Parte do seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

5 — O procedimento estabelecido nos n.ºs 3 e 4 não se aplica às alterações ao artigo 5.º relativo ao número de Estados membros do Comité. Tais alterações entram em vigor no momento da sua adopção.

6 — Um Estado que se torne Parte na presente Convenção após a entrada em vigor de alterações, em conformidade com o n.º 4 do presente artigo, não tendo manifestado uma intenção em sentido contrário, é considerado como:

- a) Parte na presente Convenção assim alterada; e
- b) Parte na presente Convenção não alterada relativamente a qualquer Estado Parte que não esteja vinculado por tais alterações.

Artigo 39.º

Textos autênticos

A presente Convenção é redigida em inglês, árabe, chinês, espanhol, francês e russo, fazendo os seis textos igualmente fê.

Artigo 40.º

Registo

Em conformidade com o artigo 102.º da Carta das Nações Unidas, a presente Convenção será registada no Secretariado da Organização das Nações Unidas a pedido do Director-Geral da UNESCO.

Feito em Paris aos 3 dias do mês de Novembro de 2003, em dois exemplares autênticos, contendo a assinatura do Presidente da 32.ª Sessão da Conferência Geral e do Director-Geral da UNESCO, os quais serão depositados nos arquivos da UNESCO, devendo ser entregues a todos os Estados referidos nos artigos 32.º e 33.º e à Organização das Nações Unidas cópias devidamente autenticadas.

Em fé do que os abaixo assinados assinaram a presente Convenção aos 3 dias do mês de Novembro de 2003.

O Presidente da Conferência Geral, (*Assinatura.*)

O Director-Geral, (*Assinatura.*)

Resolução da Assembleia da República n.º 13/2008

Aprova o Acordo de Parceria e Cooperação Que Estabelece Uma Parceria entre as Comunidades Europeias e os Seus Estados Membros, por um lado, e a República do Tajiquistão, por outro, assinado no Luxemburgo em 11 de Outubro de 2004.

A Assembleia da República resolve, nos termos da alínea i) do artigo 161.º e do n.º 5 do artigo 166.º da Constituição, aprovar o Acordo de Parceria e Cooperação Que Estabelece Uma Parceria entre as Comunidades Europeias e os Seus Estados Membros, por um lado, e a República do Tajiquistão, por outro, incluindo os anexos I a IV, o Protocolo sobre Assistência Administrativa Mútua em Matéria

Aduaneira e a Acta Final, com as declarações, assinado no Luxemburgo em 11 de Outubro de 2004, cujo texto autenticado da versão em língua portuguesa segue em anexo.

Aprovada em 24 de Janeiro de 2008.

O Presidente da Assembleia da República, *Jaime Gama.*

ACORDO DE PARCERIA E COOPERAÇÃO QUE ESTABELECE UMA PARCERIA ENTRE AS COMUNIDADES EUROPEIAS E OS SEUS ESTADOS MEMBROS, POR UM LADO, E A REPÚBLICA DO TAJIQUISTÃO, POR OUTRO.

O Reino da Bélgica, a República Checa, o Reino da Dinamarca, a República Federal da Alemanha, a República da Estónia, a República Helénica, o Reino de Espanha, a República Francesa, a Irlanda, a República Italiana, a República de Chipre, a República da Letónia, a República da Lituânia, o Grão-Ducado do Luxemburgo, a República da Hungria, a República de Malta, o Reino dos Países Baixos, a República da Áustria, a República da Eslovénia, a República Portuguesa, a República da Eslovénia, a República da Eslovénia, a República da Finlândia, a República da Suécia, o Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte, Partes no Tratado que institui a Comunidade Europeia e no Tratado que institui a Comunidade Europeia da Energia Atómica, adiante designados «Estados membros», e a Comunidade Europeia e a Comunidade Europeia da Energia Atómica, adiante designadas «Comunidade», por um lado, e a República do Tajiquistão, por outro:

Considerando os laços existentes entre a Comunidade, os seus Estados membros e a República do Tajiquistão, bem como os valores comuns que partilham;

Reconhecendo que a Comunidade e a República do Tajiquistão desejam reforçar esses laços e estabelecer relações de parceria e cooperação, consolidando e alargando as relações anteriormente estabelecidas, nomeadamente pelo Acordo entre a Comunidade Económica Europeia e a Comunidade Europeia da Energia Atómica e a União das Repúblicas Socialistas Soviéticas Relativo ao Comércio e à Cooperação Económica e Comercial, assinado em 18 de Dezembro de 1989;

Considerando o empenho da Comunidade, dos seus Estados membros e da República do Tajiquistão no reforço das liberdades política e económica que constituem a base da parceria;

Reconhecendo, neste contexto, que o apoio à independência, soberania e integridade territorial da República do Tajiquistão contribuirá para salvaguardar a paz e a estabilidade na Ásia Central;

Considerando o empenho das Partes em promover a paz e a segurança internacionais, bem como a resolução pacífica de conflitos, e em cooperar, para esse efeito, no âmbito das Nações Unidas e da Organização para a Segurança e Cooperação na Europa (OSCE);

Considerando o firme empenho da Comunidade, dos seus Estados membros e da República do Tajiquistão na aplicação integral de todos os princípios e disposições da Acta Final da Conferência de Segurança e Cooperação na Europa (CSCE), dos documentos finais das reuniões de acompanhamento de Madrid e de Viena, do documento da Conferência de Bona da CSCE sobre Cooperação Económica, da Carta de Paris para uma Nova Europa e do Documento «Os desafios da mudança» da Conferência da CSCE de Helsínquia de 1992, bem como de outros documentos fundamentais da OSCE;